

Maroc: report au 4 juillet du procès contre al-Jazira

RABAT (AFP) - Le procès d'un directeur d'al-Jazira à Rabat et d'un militant des droits de l'homme, accusés d'avoir propagé "des fausses informations" sur une opération policière dans le sud du Maroc a été reporté au 4 juillet, a constaté mardi un journaliste de l'AFP.



© AtlasVista

Le chef de bureau à Rabat de la chaîne satellitaire al-Jazira, Hassan Rachidi, arrive le 1er juillet au tribunal à Rabat (© AFP - Abdelhak Senna)

Mardi, seul le chef de bureau de la chaîne satellitaire al-Jazira Hassan Rachidi était dans le box des accusés car la convocation du responsable du Centre marocain des droits humains (CMDR) à Sidi Ifni, Ibrahim Sebaa El Layl, est arrivée à son domicile alors qu'il est incarcéré depuis vendredi.

Les deux hommes sont inculpés de "diffusion d'une fausse information et complicité". Ils avaient affirmé qu'une violente intervention policière à Sidi Ifni, une localité portuaire dans le sud du Maroc avait fait, le 7 juin, "entre un et cinq morts", ce que les autorités marocaines ont catégoriquement démenti.

Par ailleurs, M. Sebaa El Layl, qui a été arrêté le 27 juin, doit comparaître mardi après-midi devant un tribunal de Rabat pour avoir répété ses accusations lors d'une conférence de presse du CMDR.

Une source gouvernementale a affirmé qu'il s'agissait "d'un procès normal et ordinaire mais al-Jazira veut le médiatiser et le politiser et si cette chaîne avait présenté des excuses nous n'en serions pas là".

Répondant à la défense qui avait demandé en vain un report jusqu'en septembre du procès, en raison des vacances judiciaires et pour préparer ses plaidoiries, cette source gouvernementale a estimé que "les avocats avaient assez de temps pour préparer la défense".

L'organisation internationale des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW), a appelé mardi dans un communiqué les autorités marocaines à cesser leurs poursuites judiciaires.

"Les autorités marocaines devraient chercher la vérité sur les larges abus commis par la police à Sidi Ifni et permettre une discussion ouverte sur cet incident au lieu d'user des lois répressives pour +tirer sur les messagers+", a écrit Sarah Leah Whitson, directrice pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de cette ONG dont le siège est à New York.

"Poursuivre en justice des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes pour la diffusion d'informations est incompatible avec l'engagement du Maroc à respecter la liberté d'expression (...) et rend plus difficile l'établissement de la vérité", a souligné Mme Whitson.

Publié le: 01/07/2008 à 15:36:47 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/maroc-report-a133486.html>